Le plan Johnson «pour une révolution verte»

FULL TEXT

Les nouveaux véhicules àmoteur essence et diesel seront bannis du Royaume-Uni dès 2030

Londres - correspondante

Le gouvernement britannique a rendu public, tard dans la soirée du mardi 17 novembre, son plan «en dix points pour une révolution verte», alors que Boris Johnson était -confiné dans son appartement du 10 Downing Street, pour avoir été en contact avec un député positif au SARS-CoV-2, et que l'essentiel des médias nationaux était occupé par une gaffe commise, lundi, par le premier ministre, àpropos de l'Ecosse, et une nouvelle polémique sur l'antisémitisme au sein du Parti travailliste.

Drôle de timing pour une annonce censée relancer un gouvernement àla peine, critiqué pour sa gestion de l'épidémie de Covid-19 et toujours empêtré dans des -discussions interminables avec Bruxelles sur l'après-Brexit. Elle compte pourtant quelques mesures-phares, plaçant le Royaume-Uni àl'avant-garde des grandes économies dans la lutte contre le réchauffement climatique: le gouvernement Johnson s'engage ainsi àbannir les ventes de voitures et de camionnettes neuves à essence et au diesel dès 2030, dix ans plus tôt que prévu.

La vente des nouveaux véhicules hybrides devrait quant àelle cesser dès 2035, «ce qui placera le Royaume-Uni en position d'être le premier pays du G7 àavoir décarboné son transport routier [véhicules particuliers uniquement, a priori]», s'est-on félicité àDowning Street. «Bien que cette année ait pris un cours très différent de celui que nous attendions, le pays regarde vers le futur et veut saisir l'occasion de reconstruire plus vert», a déclaré pour sa part M. Johnson.

Avec cette ambition, le Royaume-Uni passe devant la France ou l'Espagne, qui ont fixé leur transition autour de 2040. Le seul pays allant plus loin est la Norvège, qui a prévu une interdiction des véhicules thermiques dès 2025. Cette décision pourrait avoir des répercussions européennes, puisque le marché britannique absorbe 12,6 % des exportations de voitures allemandes ou 7,6 % des exportations françaises.

Le gouvernement Johnson prévoit en outre de quadrupler la production d'électricité provenant de l'éolien offshore, avec l'objectif d'en «produire suffisamment pour alimenter chaque foyer»d'ici à2030. «Nous allons faire du Royaume-Uni l'Arabie saoudite du vent», assure le premier ministre dans une tribune au Financial Times. Il parie aussi sur une capacité de production de 5 gigawatts d'hydrogène décarboné, toujours d'ici à2030. Il s'agira encore de devenir «un leader mondial dans les technologies de capture et de stockage des émissions polluantes»et de «restaurer l'environnement en plantant 30000 hectares de bois chaque année».

«Une relance de qualité»

Première personnalité politique àréagir, Ed Davey, le chef des démocrates libéraux britanniques, a -cependant regretté que l'interdiction des véhicules hybrides n'intervienne pas dès 2030, appelant àun «vrai plan de long terme pour aider àune relance post-Covid-19 fondée sur l'écologie», avec 150 milliards de livres sterling (167 milliards d'euros) d'investissements publics àla clé (Downing Street n'a évoqué que 12 milliards d'argent public). Maria Neira, la directrice du département santé publique de l'Organisation mondiale de la santé, a en revanche salué l'ambition de Londres: «Nous devons abandonner la technologie du siècle dernier. Les gens veulent respirer de l'air pur, et ils ont le droit de le faire; mais il ne reste plus beaucoup de temps. Plus vite les gouvernements du monde entier réaliseront qu'il faut placer la santé au centre de leurs plans de relance pour notre économie et pour notre planète, mieux ce sera.»

Même satisfaction pour Greg -Archer, le directeur de l'ONG Transport & Environment: «[Ce plan] est un excellent

exemple d'une relance de qualité, un passage accéléré aux voitures électriques est aussi bon pour l'économie que pour la planète. Près de 30000 emplois seront créés au Royaume-Uni en mettant fin plus tôt aux ventes de nouvelles voitures thermiques. Cela permettra également de stimuler l'économie de 0,2%. L'électrification offre d'énormes possibilités de création d'emplois et de croissance du PIB en Europe et dans le monde.»
En juin 2019, le Royaume-Uni avait été la première économie du G7 àinscrire dans sa loi l'objectif d'une économie neutre en carbone d'ici à2050. A l'époque, c'était Theresa May, première ministre sur le départ, qui avait fait adopter cette décision àla Chambre des communes. Son successeur, Boris Johnson, n'avait jusqu'alors qu'assez peu insisté sur l'écologie, mais il semble désormais parier sur cet enjeu pour -repositionner son gouvernement sur la scène internationale, après une année compliquée et la sortie définitive du marché commun, prévue le 1er janvier 2021. Ces annonces préparent aussi le terrain pour la conférence mondiale sur le climat qui doit se tenir àGlasgow (Ecosse), en novembre 2021.
Cécile Ducourtieux

DETAILS

Publication title:	Le Monde; Paris
First page:	4
Publication year:	2020
Publication date:	Nov 19, 2020
Section:	International
Publisher:	La Société Editrice du Monde
Place of publication:	Paris
Country of publication:	France, Paris
Publication subject:	General Interest Periodicals--France
ISSN:	03952037
Source type:	Newspaper
Language of publication:	French
Document type:	News
ProQuest document ID:	2461408901
Document URL:	https://www.proquest.com/canadiannews/newspapers/le-plan-johnson-pour-une-révolution-verte/docview/2461408901/sem-2?accountid=14656
Copyright:	Copyright Le Monde Interactif Nov 19, 2020
Last updated:	2020-11-18

Database: Canadian Newsstream

LINKS

Check UBC eLink for Full Text
